

Call for tenders' details

Title: Provision of fire-fighting services in the Council of the European Union buildings in Brussels

Start date: 10/03/2018

Time limit for receipt of tenders: 16/04/2018

Contracting authority: Council of the European Union

Status: Closed

Call for tenders question list

Call for tenders questions summary

#	Submission date	Publication date	Question subject	Question	Answer
1	21/03/2018 09:21	21/03/2018 09:44	Référence à la loi	Bonjour, Dans le cahier des charges concernant l'appel d'offres UCA-18/016 (Procédure ouverte) sur les prestations de services destinés à la lutte contre l'incendie pour les bâtiments occupés par le Conseil de l'Union européenne à Bruxelles vous faite référence à la loi du 10.04.1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (dite << Loi Tobback>>) publiée au Moniteur belge le 29.05.1990 (mise en place par une série d'arrêts royaux et modifiée à plusieurs reprises). Depuis le mois d'octobre 2017 ces références n'étant plus d'actualité , nous supposons pouvoir comprendre que la loi en question est la nouvelle loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière et ses arrêts royaux?	21/03/2018 La partie IV.3.b.i - Critères de sélection - Capacité légale et réglementaire du cahier des charges a été mise à jour en faisant référence à la loi du 02.10.2017. Vous pouvez consultez le texte modifié sur la section Bibliothèque des documents-Cahier des charges, version 2.

Call for tenders questions summary

#	Submission date	Publication date	Question subject	Question	Answer
2	21/03/2018 12:14	27/03/2018 15:26	richiesta di chiarimento su "Partie Administrative" del Cahier des Charges, art. IV, comma 3, lett. b) i)	IT: la scrivente è un'impresa con sede legale in Italia e branch in Francia. in Francia siamo in possesso di "autorisation d'exercer n. X", rilasciata dal "Conseil National des Activités Privées de Sécurité - Commission Régionale d'Agrément ed de Contrôle sud-est" "a exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes: surveillance ou gardiennage". Chiediamo di sapere se ritenete valida la sopracitata autorizzazione ai fini della partecipazione alla gara ed in particolare al fine di soddisfare la seguente vostra richiesta del Cahier des Charges: "une preuve que le soumissionnaire a la capacité d'exercer l'activité professionnelle de gardiennage dans son pays d'établissement d'un point de vue légal et réglementaire nécessaire à l'exécution du marché, et un engagement formel qu'il répondra au critère ci-dessus au plus tard au moment de la signature du contrat." FR: la soussignée est une entreprise ayant son siège social en Italie et une succursale en France. En France, nous détenons une "autorisation d'exercer n. X", délivrée par le "Conseil national des activités	27/03/2018 Dans un premier temps l' "autorisation d'exercer n. X", délivrée en France par le "Conseil national des activités privées de sécurité - Commission régionale d'agrément et de contrôle Sud-Est" pour "exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes: surveillance ou gardiennage" est acceptée, pour autant que celle-ci est fournie par le soumissionnaire dans le cadre de son offre. Toutefois, cette preuve doit être accompagnée par un engagement formel que vous seriez en mesure d'exercer en Belgique au plus tard pour la signature du contrat. La procédure d'obtention d'autorisation selon la législation belge est en dehors du contrôle du Secrétariat en tant que pouvoir adjudicateur. Nous nous réservons dès lors tous les droits de renoncer à la signature du contrat, si ce dernier vous est attribué, si vous ne pouvez pas présenter l'autorisation belge au moment de la signature du contrat. Pour rappel, nous voudrions signer le contrat dans le courant du mois de juin 2018.

Call for tenders questions summary

#	Submission date	Publication date	Question subject	Question	Answer
				par le "Conseil national des activités privées de sécurité - Commission régionale d'agrément et de contrôle Sud-Est" pour "exercer la ou les activités privées de sécurité suivantes: surveillance ou gardiennage". Nous souhaiterions savoir si vous estimez que l'autorisation précitée est valable aux fins de la participation à l'appel d'offres et, en particulier, afin de répondre à la demande suivante figurant dans le cahier des charges: "une preuve que le soumissionnaire a la capacité d'exercer l'activité professionnelle de gardiennage dans son pays d'établissement d'un point de vue légal et réglementaire nécessaire à l'exécution du marché, et un engagement formel qu'il répondra au critère ci-dessus au plus tard au moment de la signature du contrat."	

Call for tenders questions summary

#	Submission date	Publication date	Question subject	Question	Answer
3	22/03/2018 09:41	27/03/2018 15:46	- Capacité technique:	- Capacité technique: Le soumissionnaire dispose d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans pour le type de services relatifs à l'objet du marché et doit être impérativement en possession d'une habilitation de sécurité de niveau SECRET UE ou équivalent délivrée par son Autorité Nationale de Sécurité. IT: Nella Legislazione Italiana l'autorizzazione equivalente è il NOS il cui rilascio è correlato al tipo di classifica di segretezza della informazione. Le classifiche di segretezza sono attribuite, sulla base dei criteri seguiti nelle relazioni internazionali, per circoscrivere la conoscenza di informazioni, documenti, atti, attività o cose ai soli soggetti che abbiano necessità di accedervi e siano a ciò abilitati in ragione delle proprie funzioni istituzionali. L'art. 42 della legge n. 124/2007 che le classifiche di segretezza attribuibili sono quattro, in ordine decrescente: segretissimo/segreto/ riservatissimo/ riservato. La classifica di segretezza è apposta, e può essere elevata, dall'Autorità amministrativa che forma il documento, l'atto o acquisisce per prima la notizia,	27/03/2018 Vu que les équiéiers seront amenés à accéder à des locaux classifiés, une détention d'habilitation de sécurité pour le personnel, de catégorie SECRET UE, est requise. La société, par conséquent, doit avoir son habilitation de sécurité, niveau SECRET UE ou équivalent, pour pouvoir introduire les dossiers pour ses employés destinés à participer à l'exécution du contrat.

Call for tenders questions summary

#	Submission date	Publication date	Question subject	Question	Answer
				acquisisce per prima la notizia, nonché da quella che è responsabile della cosa, o acquisisce dall'estero documenti, atti, notizie o cose. La normativa italiana sulla riservatezza riguarda documenti e atti con i quali, nella prestazione del servizio di vigilanza antincendio, gli addetti antincendio non verranno mai in contatto, inoltre la Legge italiana prevede che non c'è bisogno del NOS nel caso in cui i documenti/atti siano classificati come "riservato". Non rilevando tra i compiti degli addetti antincendio quello di venire in contatto con documenti, atti che possono essere catalogati come segreti, siamo a richiederVi quale è il motivo per il quale viene richiesto il NOS?	

Call for tenders questions summary

#	Submission date	Publication date	Question subject	Question	Answer
4	22/03/2018 10:09	27/03/2018 15:59	Richiesta di chiarimenti In riferimento alla procedura in oggetto e nello specifico alla richiesta dei seguenti requisiti di partecipazione:	- Capacité légale et réglementaire: punto 3. Critères de sélectionb) du Cahier des charges – b) Conditions de participation - punto i) exigence minimale. La Loi Tobback è diretta a normare gli operatori e le installazioni di rilevazione automatica di intrusione ai fini della deterrenza e della repressione del crimine nei confronti di beni e delle persone. Non ricadono sotto la Loi Tobback né i sistemi di controllo accessi, né i sistemi video, né i sistemi antincendio (vigilanza antincendio). Il Capitolato indica quali sono le attività da prestare: - allestimento prima e seconda squadra, assistenti di evacuazione per grandi eventi e operatori per la gestione tecnica degli impianti di controllo contro il fuoco. - i principali servizi sono le ronde indoor e outdoor, le segnalazione di incidenti, incendio e risposta agli incidenti e altri servizi simili negli edifici occupati attuali e futuri e/o gestito dal Segretariato generale del Consiglio dell'Unione europea a Bruxelles. tra di esse non vi è presenza di deterrenza e repressione del crimine nei confronti di beni e persone (Loi Tobback), ma solo attività diretta alla vigilanza antincendio al fine di	27/03/2018 Dans l'accomplissement des tâches décrites dans le cahier des charges, les équipiers seront amenés à: - accéder à des bureaux sécurisés où on travaille avec des informations classifiées et où on gère des informations classifiées; - vérifier les sorties de secours, gérer des signaux d'alarme, évacuer les lieux, ...; - effectuer des tâches élémentaires (comme des rondes) de surveillance dans le domaine de la sécurité à l'intérieur et l'extérieur des bâtiments. Les missions énumérées ci-dessus doivent être réalisées par une entreprise ou un service interne de gardiennage autorisé par le Ministre de l'Intérieur belge, conformément aux dispositions de la loi belge du 02.10.2017 réglementant la sécurité privée et particulière sur les entreprises de gardiennage, et sur les services internes de gardiennage.

Call for tenders questions summary

#	Submission date	Publication date	Question subject	Question	Answer
				vigilanza antincendio al fine di prevenire situazioni relativi all'incendio. In Italia le abilitazioni richieste per la prestazione del servizio di vigilanza antincendio sono: - iscrizione alla CCIAA per l'attività specifica; - esperienza pluriennale nel settore della vigilanza antincendio; - possesso della certificazione di qualità ISO 9001 per la vigilanza antincendio; - fatturato specifico nel settore della vigilanza antincendio; la X è in possesso di tutte le abilitazioni richieste dalla Legge italiana per prestare il servizio di vigilanza antincendio. Siamo a richiederVi se le abilitazioni richieste dalla Legge italiana possono essere considerati quali prove atte a dimostrare la capacità di prestare le attività richieste dal contratto e quindi consentire alla scrivente di presentare offerta?	

Generated on the 23/04/2024 18:48:12 - Generation time 12 ms